

SOLIDARITÉ AVEC LES RÉVOLUTIONS DANS LE MONDE ARABE !



Depuis décembre, un vent de révolution souffle dans le monde arabe. Les populations acculées à la misère et opprimées par des dictatures féroces se soulèvent, jeunes et travailleurEUSEs en tête, pour faire dégager leurs dictateurs et exiger dignité, pain et liberté.

Des mobilisations contre les effets de la crise

Les mobilisations ont été déclenchées en janvier par la pauvreté croissante. Les prix des aliments de base ont été multipliés trois à dix fois en quelques mois. Avec un taux d'emploi inférieur à 50%, les jeunes n'ont aucun avenir. Ainsi, les pays du monde arabe sont les premiers dans lesquels la crise économique devient insupportable.

Les dictatures réprimaient toute initiative politique ou économique qui échappait à leur contrôle. Ils permettaient à l'économie d'être totalement soumise aux

puissances impérialistes, et à une exploitation particulièrement intense. Les ressources naturelles, comme le pétrole ou le gaz, sont accaparées par des entreprises occidentales. Et une bonne partie de l'économie se fait aux profits d'entreprises qui font aussi leur argent sur le dos des salariés en France : Accor, Valeo, Carrefour, Orange, Bouygues, BNP, Teleperformance... La Tunisie n'en finit pas de payer une dette dont le montant a été multiplié par sept entre 1986 et 2008, alors qu'elle a déjà plus payé qu'emprunté.

Face à la crise, un espoir pour les pays arabes et le monde entier

En Tunisie et en Egypte, des millions de personnes se sont mobilisées pour renverser leurs dictateurs. C'est l'irruption des masses populaires (ouvrierÈRES, précaires, jeunes...) qui a changé la donne, pas une pseudo-« transition » orchestrée par des anciens membres des gouvernements.

Cela ne règle pas tout, puisqu'en Egypte comme en Tunisie, le pouvoir est encore en grande partie dans les mains d'anciens membres du régime, et que l'appareil d'État est toujours le même que pendant la dictature. Mais ces mobilisations, révoltes, grèves et manifestations ont permis le déclenchement de mobilisations dans tous les pays arabes.

Non aux interventions militaires !

En Libye, sous prétexte de s'opposer au dictateur Kadhafi (à qui Sarkozy a pourtant déroulé le tapis rouge il y a peu), les grandes puissances, la France en tête, ont décidé d'intervenir militairement. En réalité, leur volonté est de reprendre la main sur des révolutions arabes qui menacent leurs intérêts : si des révolutions démocratiques et sociales deviennent victorieuses dans tous les pays du Sud de la Méditerranée, du Maroc au Yémen, ce sera une porte grande ouverte pour arrêter la politique de profiteurs, des Total, Bouygues, Carrefour et compagnie. Ce sera une menace contre les politiques impérialistes dans la région. Ce sera un encouragement pour touTEs ceux et celles qui refusent la logique du système capitaliste.

Car toutes ces mobilisations nous donnent un espoir : celui d'en finir, dans les pays du Nord comme du Sud, avec des gouvernements dont la seule politique est de casser les droits des travailleurs. L'espoir aussi d'en finir avec ce système capitaliste qui ne fait qu'appauvrir les oppriméEs du monde entier. Les récentes mobilisations de la jeunesse et des travailleurEUSEs précaires dans l'État espagnol et en Grèce montrent qu'au Nord comme au Sud de la méditerranée nous pouvons remettre en cause le capitalisme. Ce n'est pas à nous de payer leur crise !

WWW.NPA2009.ORG



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

DES RÉACTIONS À LA CRISE DU CAPITALISME

Les révolutions ont comme premier objectif de dégager les dictateurs. Mais elles ont été déclenchées pour des raisons sociales. Par exemple, en Tunisie, entre 2003 et 2008, le prix du riz a triplé. En 2010, le prix du grain a augmenté de 32%. Le taux d'emploi est inférieur à 40%, le reste étant le chômage ou l'économie informelle.

C'est la crise économique mondiale qui a accéléré la pauvreté des populations. Cela a montré à la jeunesse qu'elle n'avait aucun avenir. Les pays arabes sont donc les premiers à réagir à une crise qui nous touche tous : dans le monde entier, les gouvernements cassent les services publics pour donner l'argent aux banques, le niveau de vie diminue, les conditions de travail se détériorent.

La crise du capitalisme, c'est aussi la crise écologique, la pauvreté et le chômage, les guerres. Il devient urgent de renverser ce système. Pour cela, la mobilisation de tous les peuples sera nécessaire, en particulier la mobilisation des travailleurEUSEs par des grèves, des manifestations.

C'est l'objectif du NPA, c'est pour cela qu'il se propose d'organiser toutes celles et ceux qui veulent militer contre le capitalisme, pour la transformation révolutionnaire de la société.

EN TUNISIE ET EN EGYPTE, OÙ EN EST LA RÉVOLUTION ?



En Tunisie, il a suffi d'un mois, entre le 17 décembre et le 14 janvier, pour que le dictateur Ben Ali soit renversé. Ce départ a été provoqué par la mobilisation des chômeurEUSEs, de la jeunesse et par les grèves générales régionales organisées par les courants combattifs de l'unique centrale syndicale, l'UGTT. Il a été facilité par une certaine neutralité de l'armée vis à vis de la population révoltée. Le régime de Ben Ali était fragilisé : même certains grands patrons français estimaient que ce régime ralentissait leurs affaires, en raison de sa corruption. La mobilisation a aussi été préparée par les grandes grèves ouvrières dans les mines de Gafsa, pendant six mois en 2008, qui avaient porté des revendications sociales, économiques et contre la corruption.

Quelques jours plus tard, en Egypte, sous la pression de 8 millions de manifestants, le président Moubarak a annoncé des réformes. Après le déclenchement de milliers de grèves ouvrières le 8 février et l'occupation permanente de la place Tahrir au Caire, Moubarak a dû partir le 11 février.

Des révolutions démocratiques inachevées

En Tunisie, tout l'appareil d'État (police, armée, justice, médias...) reste aux mains des anciens du régime. Des élections pour une assemblée constituante ont été imposées par la mobilisation. En attendant, le pouvoir reste dans les mains d'un gouvernement provisoire auto-proclamé qui fera tout pour confisquer le processus constituant. En Egypte, c'est l'armée, sur laquelle s'appuyait déjà l'ancien régime, qui organise le nouveau gouvernement.

Dans les deux pays, les classes dominantes (patrons, anciens députés, notables...) semblent donc vouloir garder le pouvoir. Elles veulent limiter la révolution à un replâtrage démocratique, et ne pas satisfaire les revendications sociales et démocratiques, qui se feraient à leurs dépens.

Les classes populaires ne s'y trompent pas : en Tunisie, les mobilisations ont repris début mai et s'opposent au nouveau gouvernement en liant revendications démocratiques et sociales.

Le début de prise en main par les

LIBYE, L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE ÉTOUFFE LA RÉVOLUTION

La mobilisation a commencé mi-janvier pour des revendications sociales. La répression a été immédiate, avec 300 morts entre le 16 et le 18 février. En février, la partie Est du pays est en grande partie passée du côté de la révolution. Un gouvernement provisoire, le Conseil national de transition (CNT) regroupe des notables, d'anciens ministres de Kadhafi, des chefs de tribus. Il a été immédiatement reconnu par Sarkozy. Il semble plus confisquer le processus révolutionnaire que représenter les aspirations du peuple libyen.

Les grandes puissances (États-Unis, France...) ont saisi l'occasion pour intervenir militairement. Alors qu'elles ont soutenu les dictatures jusqu'à la dernière minute en

Tunisie et en Egypte, cela leur permet de redorer leur blason, mais surtout de tenter de reprendre la main dans la région. L'intervention permet d'exercer une pression sur les révolutions de tous le monde arabe. Cela empêche aussi les révolutions de Tunisie et d'Egypte de se rejoindre.

Pour la population, cela rend la situation encore plus compliquée : alors que jusqu'ici il fallait faire face à la dictature, un nouvel ennemi s'est introduit dans le pays avec les troupes impérialistes.

Nous exigeons l'arrêt de l'intervention militaire, le retrait des troupes occidentales de la région. C'est aux peuples de décider de leur sort.



En Tunisie, tout l'appareil d'État reste aux mains des anciens du régime

populations elles-mêmes (comités d'autodéfense, gestion municipale...) et la généralisation des grèves joueront un rôle déterminant sur l'issue des révolutions.

Aidons la révolution à aller jusqu'au bout !

En Tunisie, le gouvernement provisoire continue à payer la dette et comme en Egypte, ne prévoit rien contre les entreprises qui pillent le pays. Pourtant, la vie des populations ne peut pas changer sans les mesures indispensables à l'autonomie économique du pays et à l'arrêt du pillage des richesses : l'abolition de la dette, la nationalisation immédiate des entreprises énergétiques, des télécommunications et du bâtiment, sous contrôle des travailleurs et des populations, la réquisition des biens des anciens dirigeants du régime. C'est ce qu'exigent les militants révolutionnaires de ces deux pays.

LA POLITIQUE DE LA FRANCE

La France, avec Sarkozy ou avec Chirac, tente de se faire passer pour le défenseur des populations. En réalité, elle sert les intérêts de ses banquiers et grands patrons. En Irak, Chirac était contre la guerre pour sauver son influence face aux USA.

En Tunisie, les liens personnels entre Ben Ali et les ministres français révèlent les liens entre ce régime et les entreprises françaises qui pillent la région dans le tourisme (Accor, Club Med...), les transports (Valeo, EADS), le commerce (Casino et Carrefour), les banques (BNP, Crédit agricole), les communications (Orange, Teleperformance), le bâtiment (Bouygues), l'énergie (Alstom, Total). En Tunisie comme en Egypte ou en Libye, ces entreprises, mais aussi la dette, la pression du FMI et de la Banque mondiale les empêchent de maîtriser leur économie et de décider de leur avenir.

Hier, la France a colonisé. Aujourd'hui elle veut maîtriser économiquement, expulse les réfugiés et n'hésite pas à intervenir militairement. Halte à l'ingérence de la France, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes!

LA RÉPRESSION POUR STOPPER L'EXTENSION DE LA RÉVOLUTION

Le Yémen s'est mobilisé dès janvier, le Bahreïn dès février et la Syrie et le sultanat d'Oman à partir de mars. La répression y est féroce. Au Yémen et au Bahreïn, des grèves générales ont commencé à déstabiliser les dictatures. À Oman, les mobilisations ont démarré pour des hausses de salaires, des prestations sociales et des créations d'emplois.

Mais l'importance stratégique de ces pays est capitale pour les grandes puissances. Par exemple, c'est 40% du pétrole exporté par voie maritime dans le monde qui passe par Oman... Au Yémen, elles organisent un pseudo-« plan de transition » contre la mobilisation populaire qui s'oppose au retour du président blessé lors des affrontements.

En Syrie, la mobilisation se développe, malgré la répression : les rassemblements sont de plus en plus réguliers, malgré les 700 morts et les 10 000 arrestations orchestrées par le régime de Bachir el Assad.

VOUS AVEZ DIT « LUTTE DES CLASSES » ?

Bien souvent, les médias nous présentent les événements politiques comme des batailles d'idées, le mouvement « des gens », ou encore glorifient le soi-disant « transitions ». En regardant de plus près, on voit que la lutte des classes est bien présente dans les révolutions : ce sont des grèves générales qui ont permis de dégager Ben Ali en Tunisie (autour

du 14 janvier) et Moubarak en Egypte (autour du 11 février). Et, les gouvernements provisoires dans ces pays, qui cherchent manifestement à limiter les révolutions à un replâtrage démocratique sans changements sociaux, sont composés pour l'essentiel de patrons, d'anciens députés, de notables... qui s'opposent et répriment maintenant les grèves qui

veulent approfondir la révolution.

La lutte des classes, c'est aussi la mise en place d'une auto-organisation : en Tunisie, dans de nombreux quartiers ou villages se sont mis en place des comités populaires pour organiser le ravitaillement, les mobilisations, discuter, etc. C'est à eux de décider, pas à des gouvernements auto-proclamés.

CONSTRUIRE UNE SOLIDARITÉ CONCRÈTE

Les problèmes que les peuples rencontrent sont souvent liés à l'oppression par les gouvernements et grands patrons des pays du Nord. Nous pouvons aider en faisant aboutir des revendications :

× Pas d'intervention militaire !

Ces interventions signifient que les pays occidentaux veulent garder la main sur ces pays, comme ils l'ont fait en Irak, en Afghanistan, en Côte-d'Ivoire. Pour nous, c'est aux peuples de trouver leur propre voie, de faire leurs choix de société.

× Annulation de la dette !

La « dette du Tiers Monde » a été payée des dizaines de fois et pourtant elle casse toujours le budget de ces pays, les oblige à désorganiser leur économie pour payer toujours plus.

× Accueil des réfugiés !

Des migrants viennent en Europe pour échapper à la misère ou aux guerres. Pour nous, le minimum est de les accueillir, qu'ils aient des droits pour ne pas être surexploités : régularisation des sans-papiers, droit de vote et d'éligibilité aux élections !

Enfin, la solidarité, c'est aussi populariser le combat des peuples, raconter comment ils dégagent leurs gouvernants, s'organisent. Nous avons beaucoup à apprendre de ces révolutions.

MOBILISONS- NOUS !

Le NPA appelle à construire des comités de soutien, à organiser des réunions d'information, des manifestations. La mobilisation des peuples ne fait que commencer, il n'est donc pas trop tard pour affirmer notre soutien.

Qui sait si, demain, une telle mobilisation ne démarquera pas en France, en s'appuyant sur la mobilisation sur les retraites de 2010, contre le CPE de 2006 ou dans les quartiers populaires de 2005 ? Les mobilisations de la jeunesse et des précaires dans l'État espagnol, en Grèce et dans plusieurs villes de France, montrent que les peuples ont des ressources pour combattre le capitalisme.

Mobilisation contre le G20 du 31 octobre au 3 novembre

Le G20, qui regroupe les plus grandes puissances et leurs alliés, se réunit à Cannes les 3 et 4 novembre. Pour eux, ce sera l'occasion de discuter de comment ils gardent le contrôle du monde.

Une grande mobilisation, internationale, sera organisée pour affirmer nos revendications, dire haut et fort notre solidarité avec les révolutions arabes, rencontrer des militantEs de nombreux pays.

Rencontres internationales de jeunes

Du 23 au 30 juillet 2011, le NPA accueille les rencontres internationales de jeunes, dans le Sud-ouest de la France. Il s'agit d'une semaine de débats autour des questions internationales, avec des délégations de nombreux pays, notamment de pays arabes. Toutes les informations sont disponibles sur <http://npa.jeunes.free.fr/spip.php?rubrique66>

LE PRINTEMPS DES RÉFUGIÉS PALESTINIENS ?

Le 15 mai, ils ont commémoré le 63^{ème} anniversaire de la Nakba, la « Catastrophe ». Ils rappellent que la création d'Israël, en 1948, s'est traduite par l'expulsion de 800 000 palestiniens.

Cet anniversaire a été à l'image de l'ébullition régionale : des palestiniens de Gaza, de Cisjordanie, mais aussi de Syrie et du Liban, ont marché vers Israël, pour symboliser leur

« retour » et « l'encercllement » de l'État qui les a spoliés.

Israël a réprimé ces manifestations dans le sang. Au Liban, en Syrie, à Gaza, une quinzaine de Palestiniens ont été tués et plusieurs centaines blessés. Pas plus que les dictatures de la région, Israël ne veut entendre parler de justice, de liberté, de droits humains. Comme les peuples en lutte, les palestiniens méritent tout notre soutien.



POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Tél. :

Mail :